

Retraites : assez de mensonges !

Pas un trimestre de plus pas un euro de moins !



Après le « coût » du travail, un nouveau coup sur les retraites...

Pour « sauver nos pensions », il serait impératif d'appauvrir les seniors déjà chômeurs à long terme ou retraités, de rendre impossible aux femmes et aux travailleurs précaires d'avoir un jour une retraite décente et de convaincre les jeunes déjà dubitatifs, de la disparition progressive des systèmes par répartition solidaires...

Et si on changeait la cible de l'austérité et que l'on mettait enfin le capital à contribution ?

Venez débattre de l'avenir de nos retraites

en présence de

Michel Husson

Économiste, membre du conseil scientifique d'ATTAC et de la fondation Copernic

Mardi 24 septembre à 19h

Café LA PISCINE, 86 rue de la Jonquière, 75017 Paris

Ne pas jeter sur la voie publique.



Malgré ses promesses d'antan de justice sociale, F. Hollande s'apprête à réduire davantage les droits à la retraite. Dans le cadre des politiques d'austérité qui dévastent l'Europe et menacent la démocratie, ce serait notre unique voie, tracée par les « marchés financiers », exigée par la troïka (Commission Européenne – BCE – FMI), et défendue par le MEDEF, la Banque de France et la majeure partie des médias.

Comme lors des précédentes contre-réformes (Sarkozy2010, Fillon2003, Balladur1993), le problème est posé de manière trompeuse : « on vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps ». Devant cette implacable logique, le monde du travail est prié de se taire et, une fois de plus, de courber l'échine.

Mais s'il n'y a pas d'alternative à quoi sert-il de faire de la politique ?

Par ailleurs, on oublie de dire que la productivité des travailleurs a augmenté, que le cours démographique de la France va bientôt changer, que l'espérance de vie n'augmente pas pour tout le monde et que le nombre des années en bonne santé diminue... **Et même si l'on vit plus longtemps, travailler moins – ne serait-ce pas ce que l'on appelle le « progrès social » ?**

La logique du gouvernement, c'est celle qui, depuis 1993, **casse d'une façon méthodique et progressive notre système par répartition** au profit d'un système par capitalisation : augmentation du nombre d'années de cotisation, baisse du montant des pensions et recul croissant de l'âge de départ à la retraite... 62 ans aujourd'hui pour une retraite à taux plein. En réalité, il s'agit de **réduire la part de la richesse nationale attribuée aux travailleurs et à la solidarité** pour continuer à augmenter celle affectée au capital et aux marchés financiers. Il existe pourtant de **vraies solutions pour assurer la stabilité des comptes de notre sécurité sociale et de sa branche vieillesse** : relancer l'emploi par une réduction du temps de travail et par une politique d'investissement social et écologique ; mieux répartir les richesses ; agir contre les inégalités professionnelles et les discriminations salariales ; créer un service public de la petite enfance et des personnes dépendantes, accessible à tou-te-s, relever les cotisations patronales, taxer les transactions financières... Dans un discours pas si lointain au Bourget, Hollande n'avait-il pas déclaré qu'il s'attaquerait à la finance ? **Il serait peut-être temps de le lui rappeler...**

Nous vous invitons à débattre des alternatives de justice et d'efficacité sociale, à discuter et à agir ensemble !

www.retraites2013.org



Ensemble, défendons nos retraites !
Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins !